

Le patrimoine libyen en danger

L'abandon et le vandalisme, l'absence de police et d'armée, d'autorité et d'ordre, rendent l'avenir et le sort des biens culturels très incertain.

Vincent Michel

La Libye, pays célèbre mais ignoré, n'a longtemps été connue que par ses champs de bataille durant la Seconde Guerre mondiale, par ses champs de pétrole, puis par son ancien dirigeant. Plus récemment, en dépit du *Printemps arabe* durant lequel elle a tenu une place importante dans l'actualité, le pays n'est pas devenu mieux connu pour autant. Cet immense territoire regorge de trésors archéologiques où les hommes de la préhistoire, les Phéniciens, les Grecs, les Romains et les Byzantins, se mêlant à une population libyque, ont continuellement laissé des traces, modifiant tant le paysage désertique et rural qu'urbain. Ce sont donc des millénaires d'histoire antique qui se lisent dans la pierre de sites d'un intérêt sans égal, dépassant largement les seuls sites actuellement inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco (les sites rupestres de l'Acacus, l'ancienne ville de Ghadamès et les sites archéologiques de Cyrène, de Leptis Magna et de Sabratha).

Après huit mois de guerre en 2011 et deux ans d'instabilité, on peut se poser un certain nombre de questions sur le bilan que l'on peut faire de la situation de ce fabuleux et insoupçonné patrimoine archéologique, sur les perspectives d'avenir à un moment où ce même patrimoine est menacé. Après l'abandon et le vandalisme, le patrimoine national libyen subit, par le trafic et les constructions, une déprédation à grande échelle aux nombreux relais. Des objets et des monuments de grande valeur, qui représentent des pans entiers de l'histoire de la Libye, disparaissent anéantis ou bien se retrouvent dans des collections privées... Notre analyse s'articule en trois temps : l'avant *Printemps arabe*, le cœur de la révolution de 2011 et la période actuelle.

Avant la révolution

Le patrimoine archéologique est resté la plupart du temps méconnu tant des étrangers que des Libyens eux-mêmes. L'histoire, enseignée à l'école, était tronquée, et idéologiquement, le colonel Mouamar Khadafi avait verrouillé l'accès au savoir et à la cul-

ture. Les conséquences étaient dès lors évidentes. Il ne pouvait pas y avoir de réelle appropriation de la part de la population. Pour la majorité, le patrimoine artistique et culturel était réduit à la dimension de paysage et de simples lieux de promenade. Seule une élite, bien formée et forcément minoritaire, avait conscience que ces sites antiques représentaient un pan de leur histoire.

Dans cet État policier et très surveillé, des détériorations ont tout de même eu lieu mais sont restées très exceptionnelles. Dans le désert de l'Acacus en 2009, au moins 120 peintures et dessins ont été vandalisés ; dans l'Est de la Libye, à Cyrène, la présence de nombreux graffitis sur les tombes et des ordures sur le site avaient suscité une réaction forte de l'Unesco qui avait menacé la cité de la retirer de la liste du patrimoine mondial. Depuis, le site a été nettoyé.

D'une façon générale, on peut dire que le patrimoine archéologique libyen a été relativement bien épargné en matière de vol. Il était en effet rare de trouver des traces de fouilles clandestines. Seul existait un petit commerce illicite d'antiquités, n'ayant jamais atteint des dimensions préoccupantes. Le petit commerce est local et essentiellement destiné aux touristes. Ce sont surtout des monnaies, des lampes à huile, des céramiques, de petits objets faciles à transporter. Ce commerce était assez restreint en raison notamment du petit nombre de touristes. Comme tout marché, le commerce d'objets archéologiques est d'abord régi par la loi de l'offre et de la demande, et sans acheteurs, pas de marché possible. Le tourisme de masse, qui alimente souvent ce trafic, est inexistant en Lybie et Kadhafi limita ses chances de développement. Peu de pays offraient autant de tranquillité à leurs visiteurs étrangers. La Libye n'a jamais eu à craindre le développement du tourisme comme risque principal de détérioration de son patrimoine archéologique. Le nombre de visas délivrés était limité et le développement hôtelier était placé sous contrôle. Cette politique a, d'une certaine manière, protégé les sites et le patrimoine du pays car, à l'inverse, dans un pays très touristique on cherche sou-

Vincent Michel, professeur associé en archéologie de l'Antiquité à l'Université de Poitiers et directeur de la Mission archéologique française pour la Libye antique.



Site archéologique de Cyrène./ABDULLAH DOMA/AFP/GETTY IMAGES

vent à profiter de cette manne étrangère qui conduit au développement des fouilles clandestines, des trafics et des dégradations des sites.

Pendant la révolution

Chaque conflit armé conduit à la même inquiétude. Quelles conséquences va-t-il y avoir sur le patrimoine ? Sera-t-il préservé, respecté ou bien endommagé, détruit ou pillé ? Huit mois de guerre et de guérilla urbaine (de février à octobre 2011) avec plus de 30 000 morts et 50 000 blessés témoignent suffisamment de la violence qui secoua le pays. Si les luxueuses demeures du clan Kadhafi ont été prises d'assaut par les insurgés puis livrées aux pillards, différents témoignages confirment que le patrimoine culturel, lui, a été sauvegardé. La guerre a épargné les grands trésors archéologiques libyens car ils n'ont jamais été un enjeu ou une cible durant le conflit, à part quelques dommages sporadiques à Syrte, à Leptis Magna ou encore à Sabratha

où des balles perdues ont atteint des colonnes du théâtre antique.

Durant toute la durée du conflit, il y a eu une grande mobilisation du personnel du département des Antiquités. Les musées ont été largement et « hermétiquement » fermés, afin de prévenir toute tentative de vol d'objets facilement transportables et de mettre à l'abri des collections entières, comme à Leptis Magna. Barricadés, les musées ont été placés sous la surveillance des membres des Antiquités ou de quelques passionnés. Le musée de Tripoli n'a pas connu le sort tragique du musée de Bagdad ou du musée du Caire. Les œuvres antiques les plus précieuses ont été rapidement mises à l'abri dans des réserves, et pour plus de sécurité, certaines ont même été emmurées. Personne n'a pu alors entrer dans le musée de Tripoli. Le seul vol à déplorer a été celui de plusieurs caisses remplies d'objets archéologiques qui ont été dérobées à l'intérieur de la Banque nationale de commerce de Benghazi. Ce « trésor », issu de fouilles à Cyrène et

conservé depuis 1961, comprenait notamment 364 pièces d'or et 2 433 pièces d'argent. Ce vol porte toutes les marques de professionnels et ressemble bien à un travail mené de l'intérieur, car il a été conduit par des complices qui savaient exactement ce qu'ils cherchaient.

Après la révolution

Si le patrimoine archéologique n'a pas été victime d'importants dommages collatéraux lors de la révolution de 2011, les choses ont changé depuis la chute de l'ancien régime. Le pillage est devenu une pratique répandue sur les lieux de fouille. On peut analyser quatre points de vigilance particulièrement sensibles. En premier lieu, il s'agit d'une vague d'attaques, de profanations, de saccages et de vandalismes menés par des salafistes contre plusieurs mausolées et lieux saints soufis, depuis 2012. Ces intégristes s'opposent aux sanctuaires érigés à la mémoire de saints faisant l'objet d'une vénération qui, selon eux, contrevient à l'unicité de Dieu. Ce n'est pas à proprement parler les effets directs de la guerre, mais une lutte interconfessionnelle dans un climat de tensions religieuses et d'impunités. Ces destructions inspirent à la fois de la révolte et peut-être, à terme, de la crainte pour le patrimoine archéologique ; si l'on commence à démolir les monuments musulmans soufis jugés impies, alors que va-t-il se passer pour les monuments d'époque grecque, romaine ou byzantine ?

La seconde raison des destructions est liée à un urbanisme « galopant et incontrôlé » qui conduit nécessairement à la découverte de monuments, de tombes et d'objets qui circulent sous le manteau. On assiste alors à des destructions irréparables, comme à Apollonia à l'occasion de projets immobiliers ahurissants. En urgence, des fouilles de sauvetage ont pu être menées en avril 2012 par la Mission française dans la nécropole occidentale, avant qu'elle ne disparaisse l'année suivante sous des maisons. Parfois, on arrive trop tard et c'est plus grave. Bien que la ville de Cyrène soit inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, des fermiers ont brutalement revendiqué leur droit de propriété sur certaines zones de la nécropole située à la périphérie de la ville. Ils n'ont pas hésité à en détruire une partie à grand renfort de pelleteuses pour y faire construire des habitations et des boutiques. C'est environ 200 tombeaux et caveaux ainsi qu'un tronçon de viaduc remontant au II^e siècle av. J.-C. qui ont été saccagés. Les vestiges ont été jetés dans une rivière non loin, comme de vulgaires ordures. Dans la même cité antique, une véritable « attaque » a été menée dans la zone occidentale près du temple de Déméter, qui venait d'être restauré par une équipe italienne dans le wadi Belgadir. « L'assaut » a été momentanément arrêté mais des maisons ont tout de même été construites juste à côté. Dans ce contexte, le département des Antiquités n'a

malheureusement pas les moyens de contrôler ou de protéger ce patrimoine. C'est là que le danger est tragiquement présent. L'absence d'autorité, la faiblesse de l'État, l'absence de législation ou de mesures d'application, l'insécurité liée à l'abondance des armes en circulation, ainsi que des rivalités tribales lancinantes conduisent à une situation de destruction massive et sans scrupules.

La troisième cause de déprédation provient bien évidemment des fouilles clandestines. La confusion ambiante est une aubaine pour les pilleurs, dont le vol d'antiquités est une source importante de revenus. Les lieux touristiques et donc, de concentration d'antiquités sont, en ce moment, abandonnés par le personnel local et par les visiteurs. Leur surveillance et donc leur protection n'étant plus assurées, ou au mieux fortement diminuées, l'accès aux objets est rendu plus facile. La présence de trous suspects à l'intérieur de sites archéologiques isolés apparaît de plus en plus depuis le début de l'année 2012, nourrissant petit et grand commerces qui s'écoulent facilement à travers les frontières poreuses du pays. En conséquence, la quatrième et dernière cause est justement le trafic d'objets d'art. Le petit commerce se développe grâce à ce climat d'impunité et grâce aux découvertes fortuites, non inventoriées auprès du département des Antiquités. Le risque majeur vient du « grand commerce » frauduleux qui a ses réseaux internationaux et ses circuits de vente. Les objets concernés sont de plus grande taille et d'une valeur marchande nettement supérieure, comme la sculpture, la mosaïque, les monnaies d'or et d'argent ou la céramique.

En Libye, l'absence de police et d'armée, d'autorité et d'ordre, rend l'avenir et le sort des biens culturels très incertain. C'est dans le but de lutter contre les trafics que l'Unesco a organisé plusieurs sessions de formation à destination des douanes et de la police touristique de Libye, afin de former le personnel libyen à la lutte contre le trafic de biens culturels (2012-2013) ; l'ICOM (Conseil international des Musées) prépare une Liste Rouge des objets venant de Libye, à l'image de celle déjà réalisée pour l'Égypte, l'Irak ou encore Haïti. Si l'État n'a pas la capacité d'intervenir, il est alors urgent de former et d'éduquer les jeunes générations, de leur faire prendre conscience que les sites et les objets dont ils sont issus sont uniques et non renouvelables. Il est capital de faire évoluer les mentalités et les comportements en essayant d'avoir accès à tous les publics pour les sensibiliser à leur patrimoine. Plusieurs actions de formation à l'occasion de nos chantiers archéologiques devaient être organisées en 2013 et 2014, à l'attention du public scolaire et universitaire, ainsi que des sessions de formation et de perfectionnement pour des membres du département des Antiquités. Pour l'instant, tous ces projets sont en attente d'un retour au calme sur le terrain, qui conditionne notamment le retour des missions archéologiques. ■